

EGYPTE L'Europe, les États-Unis et l'ONU très préoccupés par la tournure des événements

Nouveaux heurts sanglants

La journée d'hier a été la plus meurtrière en Égypte depuis la destitution du président Mohamed Morsi le 3 juillet.

Des dizaines de partisans du président égyptien destitué Mohamed Morsi ont été tués hier matin dans des affrontements avec les forces de sécurité, au lendemain de manifestations massives rivales, déjà ensanglantées.

Les heurts, sur la route de l'aéroport du Caire, ont éclaté à l'aube entre des manifestants pro-Morsi tentant de bloquer un pont routier et les policiers. Ces échauffourées ont eu lieu aux abords de la mosquée Rabaa al-Adawiya, au nord-est de la capitale égyptienne, où se trouve le principal site de rassemblement des partisans de l'ex-président. Dans un hôpital de campagne des pro-Morsi, 37 cadavres ciblés de tirs à balles réelles ont été dénombrés. Le ministère de la Santé a, pour sa part, fait état de 29 morts dans des hôpitaux d'État, ce qui porterait donc le bilan à 66 morts. Huit policiers ont été blessés, essuyant des jets de pierres et des tirs de chevrotine.

Évacuation des campements

Les pro-Morsi ont souligné que ces heurts sanglants faisaient suite à des discours du chef de l'armée, le général Abdel Fattah el-Sissi, demandant aux Égyptiens de descendre massivement dans la rue vendredi pour lui donner « mandat d'en finir avec le terrorisme ». « De telles déclarations de Sissi incitent à la violence et à la haine

et servent à couvrir les crimes haineux de l'armée et de la police égyptiennes », ont-ils accusé.

Ces nouvelles violences interviennent alors que les autorités de transition ont promis de mettre bientôt fin, « dans le cadre de la loi », au campement des partisans de M. Morsi autour de la mosquée Rabaa al-Adawiya. Hier, dans une interview télévisée, le ministre de l'Intérieur Mohamed Ibrahim, interrogé sur ce site de rassemblement des Frères musulmans, a déclaré qu'il y « aurait bientôt des décisions du procureur pour mettre fin à cette situation ». Une dé-

claration qui fait craindre le pire aux observateurs. « Le sang va encore couler. On va assister à deux campagnes très dures. Les militaires vont tenter d'évacuer les deux lieux principaux de rassemblement au Caire des Frères musulmans. Ils vont également agir dans le Sinaï où des jihadistes sévissent tous les jours contre des policiers ou des sites industriels », nous explique Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes. Dans la péninsule du Sinaï, des hommes armés ont ainsi tué un civil et blessé cinq soldats vendredi. « Nous risquons en-

suite de nous diriger vers un scénario à l'algérienne comme dans les années 90. La branche armée du Front islamique du Salut, le GIA, avait versé dans le terrorisme », note Antoine Basbous.

Très préoccupés par la tournure des événements, l'ONU, les États-Unis et l'Union européenne ont appelé à la fin de la détention par l'armée du président déchu et de plusieurs de ses conseillers. Mais vendredi la justice a ordonné la mise en détention préventive pour 15 jours de l'ex-président pour complicité avec le Hamas. ■

BRÉSIL

François fustige les politiques et les mauvais prêtres

Le pape François a de nouveau surpris : aux journées mondiales de la jeunesse (JM), vendredi, il a dit comprendre les jeunes découragés par la politique et ceux qui « perdent la foi » à cause des mauvais prêtres. Le souverain pontife a prononcé ces paroles sur la plage de Copacabana, lors de la cérémonie de la Via Crucis, le chemin de croix, un temps fort des JM. « Chargé de sa croix », a dit gravement le pape, Jésus « s'unît aux nombreux jeunes qui ne mettent plus leur confiance dans les institutions politiques, car ils y voient égoïsme et corruption ». Une allusion à tous ceux qui sont écœurés par leur classe politique et ses fausses promesses. Jésus s'unît aussi à ceux « qui ont perdu la foi en l'Église, et même en Dieu, à cause de l'incohérence des chrétiens et des ministres de l'Évangile » a ajouté le pape, faisant ici référence aux scandales (de pédophilie et corruption notamment) provoqués par les membres du clergé qui agissent en contradiction avec les enseignements de l'Évangile.

TUNISIE

Après les obsèques de Mohamed Brahmî

Le pays sous très haute tension

Plusieurs dizaines de milliers de Tunisiens ont participé hier aux obsèques de l'opposant assassiné, alors qu'un attentat a blessé un gendarme près de Tunis.

Entre 10 000 et 20 000 personnes venues de toute la Tunisie ont rendu un dernier hommage au député de l'opposition assassiné Mohamed Brahmî, enterré hier à Tunis dans un climat tendu au lendemain d'une grève générale et de manifestations anti-gouvernementales.

La tristesse mais aussi la colère se lisaient sur les visages lors de la procession funèbre, partie sous escorte militaire. « Par notre âme, par notre sang, nous te vengerons », a crié la foule. De nombreux dirigeants syndicalistes et politiques étaient présents, contrairement aux responsables du gouvernement, dont la présence n'était pas souhaitée par la famille. Le président Moncef Marzouki a chargé le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Mohamed Salah Hamdi, de présider à ces funérailles.

Mohamed Brahmî, militant nationaliste de gauche, a été abattu de 14 balles tirées à bout portant jeudi devant son domicile. Le parti islamiste Ennahda au pouvoir a été désigné par l'opposition comme responsa-

ble de l'assassinat. Ce qu'il dément.

«La démocratie en danger»

Le pays est actuellement sous haute tension. Un manifestant réclamant la chute du pouvoir a été tué dans la nuit de vendredi à samedi à Gafsa (sud-ouest). Peu après les funérailles, un député d'extrême gauche a également été blessé par un coup de matraque lors d'une manifestation brutalement dispersée par la police devant l'Assemblée nationale Constituante (ANC). Hier, tôt le matin, un véhicule de la Garde nationale (gendarmérie) a également été visé par l'explosion d'un engin piégé à

La Goulette, près de Tunis, blessant un gendarme. Un scénario à l'égyptienne est-il possible ? « Difficilement, nous répond Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes. L'armée tunisienne n'a pas la même histoire, tradition, capacité et ambition. Reste que la situation est inquiétante. La démocratie est en danger face au mouvement salafiste qui prend de l'ampleur avec une certaine bienveillance du parti islamiste Ennahda au pouvoir. L'opposition est trop divisée, pas assez ancrée dans le territoire. À sa tête, elle a un vieux chef ». ■

PATRICE BARRÈRE

Un socle pour le Mali

Il est entendu que l'élection présidentielle organisée aujourd'hui au Mali ne sera pas un remède souverain. Qu'elle sera imparfaite. Et contestée. Mais quel autre choix ? Reporter les élections ?

Qui peut croire qu'attendre encore trois ou six mois suffira à achever le recensement ? À composer des listes électorales impeccables ? À réconcilier les partisans d'une grande nation malienne et des jihadistes qui voulaient l'indépendance pour les terres du nord où ils rêvaient d'installer la loi islamique ?

De même que l'Afghanistan en d'autres temps, le Mali doit passer par le suffrage universel comme on franchit un seuil. C'est une aide à la transition. Ce pays grand comme deux fois la France n'a plus d'institutions depuis le coup d'État militaire de mars 2012 ; même lacunaire, le scrutin présidentiel a le mérite de signifier qu'on a touché le fond et que le temps est venu de sortir des eaux glauques de la guerre civile.

L'homme qui sera élu ce soir (ou le 11 août, date envisagée pour le second tour) devra surmonter une accumulation d'obstacles. La sécurité n'est pas revenue autour de Kidal. Les salafistes cherchent leur revanche. La pauvreté est endémique. La corruption bourdonne comme un nuage de moustiques pendant la saison des pluies. Pas de quoi rêver. Mais six mois après le début de l'offensive militaire française qui a su déloger les jihadistes de Gao et Tombouctou, il importe d'installer un semblant d'ordre constitutionnel.

Ce n'est qu'avec un président sorti des urnes et un gouvernement régulier que l'aide internationale reprendra. Le Mali en a absolument besoin, à charge pour les nouveaux élus et pour la communauté internationale de surveiller l'emploi des fonds qui seront injectés. C'est le minimum, une sorte de nouveau socle. La marche des islamistes vers Bamako a été stoppée par l'intervention de la France. Il faut maintenant que Bamako réinstalle son autorité sur le nord. ■

LIBYE

Évasion géante à Benghazi

Au lendemain d'une série d'assassinats qui a suscité la colère de la population, plus d'un millier de détenus, pour l'essentiel de droit commun, se sont échappés hier d'une prison à Benghazi. Une attaque aurait été menée depuis l'extérieur de la prison d'al Kufiyya, alors qu'une émeute y faisait rage, à incliquer un responsable des services de sécurité. Selon le Premier ministre, « ce sont les habitants du voisinage qui ont lancé l'attaque, parce qu'ils ne veulent plus de cette prison à proximité de leurs habitations ».

ESPAGNE

Le cheminot doit être présenté à un juge

Le conducteur du train dont le déraillement a fait 78 morts mercredi à Saint-Jacques-de-Compostelle, était toujours en garde à vue hier, accusé « d'homicide par imprudence ». Il devrait être présenté à un juge aujourd'hui. Légèrement blessé dans l'accident, Francisco Jose Garzon Amo, 52 ans, est sorti de l'hôpital pour être transféré au commissariat. Hier soir, toutes les victimes étaient identifiées par les autorités, mais l'identité de l'unique victime française de l'accident n'avait toujours pas été communiquée.

ALLEMAGNE

Après le rapt de Schleyer en 77

Helmut Kohl s'était proposé comme otage

L'ancien chancelier allemand Helmut Kohl, alors chef de l'opposition allemande, s'était proposé comme otage en échange du dirigeant du patronat allemand Hanns-Martin Schleyer, enlevé et assassiné en 1977 par la Fraction armée rouge (RAF), vient de révéler le chancelier de l'époque, Helmut Schmidt. « Helmut Kohl a à l'époque proposé de se faire échanger comme otage », indique l'ancien chancelier dans une interview croisée avec l'un des fils de Hanns-Martin Schleyer, publiée ce week-end dans le magazine de la Süddeutsche Zeitung. Un geste « fou » selon Helmut Schmidt, pour lequel c'était « une idée saugrenue ».

Symbolique du capitalisme allemand, Hanns-Martin Schleyer avait été enlevé le 5 septembre 1977 à Cologne. Cet enlèvement, durant lequel trois policiers et le chauffeur de M. Schleyer avaient été tués, était destiné à obtenir la libération de onze militants de l'organisation clandestine d'extrême gauche, et en particulier de son fondateur Andreas Baader. « En réalité ma décision de ne pas procéder à un échange était prise depuis longtemps », raconte Helmut Schmidt au fils de Hanns-Martin Schleyer, dont le corps sera retrouvé dans le coffre d'une voiture à Mulhouse, en octobre 1977. Fondé en 1970, la RAF a tué une trentaine de personnes entre 1971 et 1991 avant de suspendre ses « attaques contre les hauts responsables de l'économie et de l'État » en avril 1992. ■